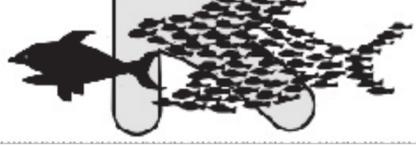


Collectif RésisteR 54
S'informer, s'organiser, agir !
La lutte continue !



Résister!

#32 - Novembre 2014

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

Fumiers!



Xavier Beulin, président de la FNSEA, après la mort de Rémi Fraisse :
« L'équilibre démocratique est menacé aujourd'hui : on est en train d'organiser des djihadistes verts. »

Prix

Le prix est librement fixé par le lecteur.
Le prix de revient de ce numéro est de 0,80€

BROCOLI

page 3

COLIBRI

page 9

BRICOLO

page 15

Ah les fumiers !

IMAGINONS. Lundi 22 septembre 2014, 21h00. La Lorraine flambe. A l'appel de plusieurs collectifs et associations de quartiers populaires qui veulent protester contre l'abandon par l'Etat de ces mêmes quartiers, des jeunes font des feux sur les parkings. Le principe de l'action est : un feu par cité, il y en a plus d'une centaine en Lorraine.

Résultats : 300 CRS au Haudul, cellule de crise à la préfecture, renforts policiers venus d'un peu partout. Un couvre-feu est décidé comme en 2005. La police charge, la situation dégénère. La classe politique fait l'union sacrée, aboie, vitupère les voyous et les sauvages. BHL apparaît sur les plateaux de télé et se réconcilie avec Onfray, comme Hénart avec Klein, pour stigmatiser les barbares. A la fin, force reste à la loi, on arrête des jeunes qui s'en sont pris à leurs écoles, Valls et Val-laud-Belkacem sont intraitables, la République a été insultée. Comparutions immédiates, prison. Renforts de police permanents à Nancy.

Retour à la réalité. Mardi 23 septembre 2014, 21h00. La Lorraine flambe. La FNSEA, pour protester contre l'extension des zones vulnérables, décide de mettre le feu un peu partout. Des tas de palettes brûlent au bord des routes. Le principe de l'action est : un feu par canton (la Lorraine en compte plus de 100). La police ne voit là aucun trouble à l'ordre public,

groupement patronal. Ses adhérents sont des agriculteurs à leur compte, parfois employeurs, brefs des petits patrons. Elle comporte une branche « jeune », le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) dont le très droitier Christian Jacob, président des députés UMPistes, a été longtemps le chef. De droite, très anti-fonctionnaires, ultralibérale dès qu'il s'agit des autres, la FNSEA et son appendice juvénile sont protectionnistes et étatistes quand il s'agit de leurs intérêts et de leurs subventions. Depuis des décennies la fédé, comme l'appellent ses adhérents, cogère la politique agricole en France et en Europe. Elle regarde passer les gouvernements vaguement de gauche et de plus en plus à droite sans s'alarmer. D'ailleurs elle a fourni des ministres de l'agriculture à la pelle. Rappelons-nous par exemple, François Guillaume, Meurthe-et-Mosellan, ami de Chirac, président de la FNSEA puis ministre de l'agriculture qui dès 1992 était prêt à s'allier avec le Front national, et ne manquait jamais de stigmatiser le quartier populaire de Niederbronn à Lunéville et ses étrangers-délinquants à chacune de ses campagnes électorales.

La FNSEA ne cogère d'ailleurs pas très bien : malgré sa toute-puissance le revenu des agriculteurs est en forte baisse ces temps-ci. Même les riches céréaliers gagnent moins. La FNSEA accuse alors l'Etat et l'Europe, oubliant opportunément

son influence déterminante dans la conduite des affaires...

La vie des agriculteurs n'est pas toujours rose, mais bon, elle n'est pas pire que celle des intermittents du spectacle, des fonctionnaires ou des chômeurs. Elle est toujours plus agréable que celle des ouvriers agricoles qu'ils emploient, ou des contrôleurs du travail qui se font parfois tirer dessus à coup de fusil par un paysan à bout, chauffé à blanc par la propagande anti-fonctionnaires de la FNSEA.

Impunité totale. La FNSEA sait se mettre la police dans la



d'ailleurs les pouvoirs publics comprennent la colère des manifestants. Les gens qui circulent sur les routes à ce moment-là ne sont pas pris en otage. Les manifestants ne sont pas des pyromanes puisqu'il s'agit de gentils paysans blancs et non d'affreux banlieusards métissés. Le préfet reçoit dès le lendemain une délégation de la FNSEA pour continuer avec elle une co-gestion qui n'a jamais été interrompue. Les services de propreté des collectivités territoriales et de l'Etat nettoient les carrefours. Les zones vulnérables seront bientôt des terres agricoles.

La FNSEA est la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, entendons-nous bien : syndicat au sens de

poche. Elle a un service de com' très performant qui parle de nourrir la planète, d'entretenir les paysages de la France avec un grand F, qui montre des yeux bleus sur des visages burinés de paysans aux rides émouvantes. La FNSEA fait parfois la charité: elle distribue des fruits et des légumes aux Parisiens, elle monte des actions avec des paysans africains. Mais la FNSEA ne fait jamais de cadeaux. Elle montre des petits paysans dans la misère, pour réclamer plus de fric pour ses adhérents qui se portent en général très bien. Elle est omniprésente dans les chambres d'agriculture, le Crédit agricole, et les coopératives...

.../...

Révolution légumière

Elle est belle, elle est fraîche, ma révolution !

Les coopératives où siègent les adhérents de la FNSEA ne sont pas précisément des SCOP ou des structures mutualistes à échelle humaine. La coopérative meusienne EMC2, par exemple, déclare un chiffre d'affaire de 500 millions d'euros pour 2013, année pour laquelle la CAL coopérative sise à Laxou a déclaré 300 millions d'euros.

La FNSEA c'est le capital... plus les pesticides... plus la vache folle... plus la pollution des nappes phréatiques par les nitrates... plus l'exploitation des travailleurs saisonniers... plus les conditions d'élevage abominables comme dans la nouvelle usine des « 1000 vaches », etc. Seuls les agriculteurs, éleveurs, viticulteurs ou maraîchers les plus performants doivent survivre. Pour ça elle s'est transformée en un puissant lobby présent partout : de Trifouillis-les-Oies jusqu'à Bruxelles, au Sénat, à l'Assemblée nationale et dans les préfetures. Comme tous les patrons, ceux de la FNSEA s'accommodent de tous les régimes politiques du moment qu'ils ne touchent pas à la sacro-sainte propriété, et que les dirigeants du régime en place passent leur temps à cirer les bottes en caoutchouc fin février au salon de l'agriculture. Il paraît que Le Pen fille y a encore plus de succès que son père, ça promet.

La FNSEA est tellement sûre d'elle que son président Xavier Beulin peut se permettre d'insulter Rémi Fraisse, assassiné le 25 octobre dernier par les gendarmes mobiles qui protègent la construction d'un barrage dont les premiers bénéficiaires auraient été les gros céréaliers du Tarn. Beulin a traité Rémi et ses camarades de « djihadistes verts ». Formule qui pète au nez ses effluves de racisme et de haine de classe, mais n'a pas provoqué grand émoi dans la classe politico-médiatique.

Si les paysans sont des travailleurs comme les autres, les dirigeants de la FNSEA sont des exploiters comme les autres.

Avec en plus le droit de nous enfumer en toute impunité.

Victor K

R

Une longue hésitation. Surréalisme, canular, rire (jaune)...

Non. C'était vrai. Un petit passage sur le site web de *L'Est républicain* me confirme que c'était bien ça. C'est bien un texte qui rendait « hommage à la forêt » qui était inscrit sur la banderole du rassemblement pour Rémi Fraisse, vendredi soir Place Stanislas à Nancy, derrière les petites bougies proprement disposées.

« La forêt », elle est pourtant bien là, sur cette place. Reconstituée joliment et avec des heures de visites. « Jardins éphémères », c'est le nom de cette ren-gaine annuelle par laquelle le service des parcs et jardins de la Ville nous rappelle que même la végétation peut être utilisée à des fins de propagande anesthésiante. « 1914 - Paysage fortifié », c'est le sous-titre de cette année. Je me dis : « Ah oui, je vois le rapport. » Le texte sylvophile a bien sa place ici. Ça reste dans le ton. Le ton de l'acceptable. Bon, ça surprend tout de même quelques (rares) passants : « Tiens, c'est encore la Manif pour tous ? » Rien que le fait de pouvoir s'y tromper, ça en dit long. Ça fait mal.

Quelle ironie que de se rassembler face à un jardin municipal « 1914 - Paysage fortifié » qui perpétue, par un texte insipide mais grandiloquent, le souvenir

de la propagande guerrière, pour rappeler à la population que Rémi Fraisse est mort pendant une guerre. De celle qui dure et dure depuis trop longtemps. Celle qui s'appelait « luttes des classes » avant que le terme ne fasse « archaïque » comme on dirait au PS. Rappel à une population bien rare au demeurant. Place Stanislas, un vendredi de fin octobre à 19 heures, un grand vide. Pourquoi pas au beau milieu des quartiers où l'intense négoce des grandes enseignes capitalistes

fait rage ? Eh bien parce qu'il n'y a pas la forêt bien sûr ! Et puis surtout, il y aurait risque d'affrontement. D'affrontement avec le réel, comme celui au cours duquel est mort assassiné ce militant. Il n'a pas été blessé à mort par un jet de marguerites, si j'ai bien compris ! La révolution des fleurs, c'est bon, ça a été essayé. À voir où nous en sommes, ça n'a pas mené bien loin. Ça ne vous a pas échappé, les révolutions ont des noms. C'est plus joli. Les œillets, le velours, le jasmin... Pourquoi pas les carottes, les choux ou les navets. Révolution légumière à venir !

La police n'a pas tué avec une grenade à noyaux de cerises, c'est avec une arme de guerre. D'ailleurs, il s'agit de l'armée pas de la police. La guerre est là. La guerre contre les pauvres, les étrangers, contre ceux qui mettent en péril l'ordre comme à Nantes, à Sivens, comme bientôt à la « ferme des 1 000 vaches » sûrement. Sommes-nous prêts à investir de la sorte des territoires et à y faire exploser l'ordre d'une république anesthésiée ? Sommes-nous prêts à riposter autrement qu'avec des bougies et à flirter ainsi avec la prière collective ? Pas sûr du tout. Le système ne s'y trompe pas. Quand il y a risque réel d'attaque, c'est avec des armes de guerre qu'il répond. Quand dans des actes de bravoures héroïques la résistance populaire organise la culture des carottes bio, il s'en amuse. Mieux, il récupère vite la chose dans une marchandisation qui le caractérise.

À ce rassemblement, toute cette réalité m'a semblé bien loin. Alors, au bout d'un moment, je suis parti. Craignant un peu que cela ne tourne vraiment à la prière collective. Manif pour tous...

En constatant la réalité de tout cela, en découvrant la photo de *L'Est républicain* ce matin, je me dis que si mon sentiment était à l'hésitation hier, celui des puissants doit être plus net. Un grand soulagement. Et s'ils en tremblent, c'est sûrement de rire.



Jihel

R

OBAMA OBLIGE PEUGEOT

Automobile : un monopole radical américain

Entre les déclarations courageuses et volontaristes sur le front de l'emploi de représentants politiques et les résultats réellement obtenus, les désillusions sont fréquentes. Est-ce là un aveu de l'impuissance publique et de la parole du politique? L'histoire qui va suivre aurait pu composer un scénario pour une comédie de théâtre de boulevard, avec son lot de cocus, de paroles manquées et de gestes grandiloquents si elle n'avait préparé au licenciement et au chômage technique des milliers de salariés en France et plus particulièrement au site Peugeot de Borny (57) spécialisé dans la production de boîtes à vitesses.

« Nous avons privilégié l'intérêt industriel à l'intérêt capitaliste. »

L'aventure débute en février 2012 avec la société automobile PSA. Ventes en baisse, surcapacité de production et une situation financière dégradée l'amènent à accepter la main tendue par le groupe General Motors. Celui-ci rentre alors à hauteur de 7% du capital du groupe tricolore. Outre la possibilité d'ouvrir des plate-formes partagées, d'avoir une convergence de composants et des achats groupés, cela permet surtout à la famille Peugeot, détentrice de 25% des actions du groupe PSA, d'éviter de perdre la main sur les destinées d'un groupe qu'elle gère depuis 1810. Pourtant, à l'annonce officielle de cette union, la direction de l'entreprise déclarera aux médias : *« Nous avons privilégié l'intérêt industriel à l'intérêt capitaliste. »* Mieux, Éric Besson, Ministre de l'Industrie de l'époque et doté de pouvoirs divinatoires, annonce dans le Figaro que *« cet accord sera favorable à l'emploi. »*

Près de 1.500 personnes qui perdront leurs emplois dans les mois qui suivront

L'encre du contrat n'est pas encore sèche que l'industriel de Detroit rappelle qu'il est soumis comme toutes les sociétés américaines à respecter l'Executive Order Act 13645, à savoir un embargo sur les exportations à destination des pays

appartenant à l'Axe du Mal, en tête desquels l'Iran. Or ce pays de 80 millions d'habitants représente pour le groupe PSA le 2ème marché mondial de véhicules particuliers, juste après celui de la France. Chaque année, près d'un demi million de voitures, essentiellement des Peugeot 405 et 206 en pièces, sont ainsi assemblées par la société Iran Khodro son partenaire local de 30 ans. En dépit de tout cela, le Lion sacrifie son entente industrielle sur l'autel de la loyauté pour les uns, de la soumission pour les autres. En mars 2012, le groupe PSA suspend ses livraisons à destination de l'Iran. S'ensuit la mise au chômage technique et une vague de licenciements qui touche prioritairement les sites d'Aulnay-sous-Bois, de Vesoul puis de Borny (57). Au total, ce sont près de 1.500 personnes qui perdront leurs emplois dans les mois qui suivront du fait de la perte du marché iranien. PSA qui a pourtant affronté la révolution islamique, la guerre Iran-Irak, et les deux guerres du Golfe, nie tout rapport avec une quelconque pression du côté américain : *« Cette décision n'a pas été prise pour répondre à des pressions de GM. Nous faisons face à une situation géopolitique compliquée et les sanctions mises en place, notamment vis-à-vis des banques, ne nous permettent plus de garantir le financement de nos activités sur place. »*(1) Étonnamment, la société Renault se verra quelques mois plus tard sommée par l'administration américaine de quitter le sol iranien sous peine de sanctions contre la présence de Nissan aux USA.



Un accord entre GM etIran Khodro pour l'assemblage de futurs véhicules

Fin novembre 2013, le président Obama engage un programme de normalisation diplomatique avec son ennemi d'hier et proclame une levée de l'embargo avec l'Iran de 6 mois. Les affaires vont pouvoir reprendre comme avant 1978 et les dirigeants du constructeur américain sont déjà dans les starting-blocks. Recrutement des anciens représentants de PSA en Iran, campagne de communication dans la presse nationale iranienne, consultants spécialisés pour le marché perse, la peinture des nouveaux bureaux de Téhéran n'a pas le temps de durcir que l'on découvre un accord entre

GM etIran Khodro pour l'assemblage de futurs véhicules. Avant même le feu vert donné par le président américain, des véhicules de marque Chevrolet (2) étaient commercialisées dans ce pays honni par l'administration américaine en transitant par l'Azerbaïdjan voisin (3). Une semaine après la réconciliation économique avec l'Iran, le constructeur américain annonce son divorce d'avec le groupe PSA.

Épilogue :

Le fiasco iranien du groupe PSA n'affectera en rien le moral du **président du directoire, Philippe Varin**, qui réclamera pour sa sortie une retraite chapeau de 21 millions d'euros. Chahuté par des syndicats écoeurés, des opportunistes outrés (des élus en somme), et des médias à la recherche d'un épouvantail à immoler, le talentueux M. Varin renoncera officiellement en n'acceptant qu'une prime de 6 millions d'euros.

La famille Peugeot, 6ème fortune française installée en Suisse (4), avec un patrimoine de près de 2 milliards d'euros en 2014 (contre 1,3 en 2013 (5)), recevra finalement l'appui de l'État français qui réinjectera près d'un milliard d'euros pour sauver PSA.

Éric Besson a hésité longuement à ouvrir un cabinet de voyance industrielle pour finalement, après la leçon reçue par General Motors, créer une société de conseil en stratégie.

La Guerre Économique, elle, ne s'est jamais aussi bien portée. Avec son arme de destruction à moralité variable qu'est devenue la diplomatie, les valeurs occidentales et ses

entreprises s'exportent partout. Le GMT, Grand Marché Transatlantique appelée aussi TAFTA, qui se négocie actuellement en toute discrétion entre l'Europe et les USA, utilisera ces valeurs humanistes pour soustraire un peu de place à la puissance publique en la remplaçant par de l'autorité privée.

Les salariés, eux, entre reclassements, formations longues à l'employabilité incertaine, et résignation, attendent qu'un jour ce monde change pour de bon eten bien si possible.

Walter

R

(1)http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/03/30/psa-peugeot-citroen-subit-le-contrecoup-des-sanctions-contre-l-iran_1678225_3234.html

(2) société appartenant au groupe GM.

(3) <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/10/04/20002-20131004ARTFIG00001-en-iran-l-offensive-discrete-des-entreprises-americaines.php>

(4)<http://www.challenges.fr/economie/20131129.CHA7766/classement-des-riches-ce-que-pesent-les-milliardaires-francais-installes-en-suisse.html>

(5) <http://www.challenges.fr/classements/fortune/fiche/robert-peugeot-et-sa-famille;474.html>

L'abruti du mois...

Dans « Le Parfum », livre à succès mondial écrit dans les années 80, Patrick Süskind campe dans la France du XVIIIème siècle un personnage inquiétant : Jean Baptiste Grenouille. Pauvre hère, Grenouille n'émet aucune odeur, ce qui va lui permettre d'accomplir des choses abominables au milieu même de la foule qui, ne le sentant pas, ne le soupçonne pas.

Comme Grenouille, Pierre Ducarne, notre lauréat de novembre, est un médiocre : à une époque où son parti le Front National atteint des sommets à chaque élection, il a réalisé moins de 7% à Nancy comme tête de liste aux dernières municipales. Minable.

Ducarne bénéficie cependant d'une visibilité médiatique assez incroyable. La presse locale en parle régulièrement. L'Est Républicain, en général peu favorable au FN, lui consacre régulièrement des articles. Un peu comme si, à l'instar du héros de Süskind, Ducarne ne portait pas sur lui l'haleine fétide du discours frontnationaliste.

Profitant du discours ambiant très moraliste, Ducarne s'insinue partout comme son double littéraire.

Et tandis que des associations de défense LGBT nancéennes se préoccupent de garantir scrupuleusement la neutralité politique de leur mouvement, il se faufile. Ducarne affiche en effet son homosexualité. Profitant de l'apolitisme revendiqué du projet de la mairie de Nancy baptisé « Kreuji » qui vise à créer au centre ville une maison LGBT, il a réussi à s'y faire une place*.



Même à Radio Caraïbe Nancy, radio qui a fait de la diversité et de la tolérance une marque de fabrique, il a réussi à s'immiscer, grâce au don qu'il a fait pour sauver la station. Son nom figure maintenant sur le site. Et sur son compte twitter, notre lauréat revendique de tenir une chronique à l'antenne.

Ducarne semble de la couleur des murs. Il entre partout où l'apolitisme est le maître mot, il s'insinue dans toutes les failles que les combats menés au nom de la seule morale créent.

Pour l'instant, comme Grenouille, il n'a pas d'odeur mais quand devenu gros comme un bœuf il éclatera en pleine lumière, la pestilence sera de retour.

Victor K

R

*toute l'histoire est racontée ici:

<http://federation-lgbt.org/manif-pour-tous-front-national--le-kreuji-fait-son-coming-out>

Et au milieu coule une rivière

La ZAD du Testet, dans le Tarn, est une des rares zones humides du Tarn. Elle est, (était suite à la déforestation partielle), composée d'une forêt humide, de prairies en partie inondables destinées à l'élevage extensif (sans apport de pesticides et d'engrais artificiels), et d'une rivière au régime hydrique quasi-naturel, le Tescou. La zone humide du Testet abrite 94 espèces animales protégées et 354 plantes vasculaires (plantes à fleur, conifères et fougères), ce qui est une diversité biologique remarquable sur une quinzaine d'hectares. Parmi les espèces animales protégées du site, des papillons et des libellules rares, des amphibiens (crapaud commun, grenouille agile, salamandre tachetée, triton palmé...), des reptiles (lézard des murailles, lézard vert occidental, couleuvre à collier, couleuvre verte et jaune, couleuvre d'Es-

culape, couleuvre vipérine, orvet fragile...), des oiseaux (plus de 40 espèces), des mammifères (campagnol amphibie, genette commune et 18 espèces de chauve-souris) et 1 espèce de poisson, la lamproie de Planer. Toutes ces espèces et leur milieu de vie sont menacés et ont autant le droit de vivre sur terre que l'espèce humaine...

Depuis le début du 20^{ème} siècle, plus des 2/3 des zones humides ont été détruites à cause de l'urbanisation galopante (construction de villes, d'autoroutes, de zones industrielles, commerciales,) des besoins démesurés d'irrigation pour l'agriculture intensive productiviste asséchant de nombreux marais, de l'« assainissement » des zones humides (étangs, fossés, mares comblés...). Pourtant, les zones humides sont à l'échelle de notre planète, avec la forêt tropicale, les zones les plus riches sur un plan biologique, elles représentent un patrimoine de diversité génétique qui nous appartient à tous.

La destruction d'une espèce protégée est un délit pour lequel le quidam X encourt des peines qui sont le plus souvent des amendes pouvant monter à plusieurs centaines d'euros, mais l'État, lui, a tous les droits, et à titre dérogatoire, il a le droit de détruire l'habitat des espèces protégées. À quoi sert donc ce statut de protection avec toutes les dérogations prévues ?

L'État a le droit de décréter que le barrage de Sivens est nécessaire et important. Il a le droit de faire une étude d'impact (obligatoire de par la loi pour tous travaux importants entraînant la destruction d'un milieu naturel) complètement bidonnée et

de déclarer les travaux de ce barrage d'utilité publique.

L'ensemble des travaux est évalué à la bagatelle de 8,4 millions d'euros financés à 100 % par des fonds publics (Conseil Général du Tarn, du Tarn et Garonne, Agence de l'eau Adour-Garonne et fonds européens). À quoi cela va-t-il servir ? Le président du Conseil Général du Tarn prétend que ces travaux sont nécessaires pour les agriculteurs du Tarn. Si on creuse un peu le sujet, on s'aperçoit que ceci concerne environ 20 agriculteurs qui cultivent du maïs de façon intensive (maïs qui ensuite servira surtout à fabriquer de l'alimentation pour l'élevage en batterie du bétail). Le maïs est une plante d'origine tropicale qui a besoin de beaucoup d'eau en été, s'il apprécie la grosse chaleur du sud-ouest, sa culture n'y est possible en période d'étiage que par une irrigation très importante et absolument calamiteuse pour les cours d'eau de Midi-Pyrénées. Certains cours d'eau du Sud-Ouest perdent la moitié de leur débit en été à cause de cette irrigation terriblement consommatrice d'eau, qui abaisse dangereusement la nappe phréatique dans des régions déjà très touchées par la sécheresse estivale.

La culture du maïs dans le Sud-Ouest n'aurait jamais été viable financièrement si elle n'avait pas été très grassement financée par la PAC (Politique Agricole Commune). La PAC pourrait bien être remise en cause. Et avec le réchauffement climatique, il faudra de plus en plus d'eau pour irriguer les cultures de maïs dans le Sud-Ouest. Il vaudrait mieux cultiver du tournesol, du blé, du seigle, de l'orge, céréales qui ont besoin de beaucoup moins d'eau et qui sont des cultures adaptées au climat de la région.

En résumé, ce barrage revient à investir plus de 400 000 euros de fonds publics par agriculteur pour réaliser une culture hyper-polluante en herbicides et autres pesticides... Pour seulement 20 personnes qui veulent faire de la culture intensive du maïs, cela vaut-il le coup de payer aussi cher sur un plan financier et en perte de diversité biologique ?

Toutes les personnes qui sont venues défendre la ZAD du Testet pensent à juste titre que non !

Le 7 septembre 2014, 5 zadistes se sont à moitié enterrés dans le sol pour empêcher les bulldozers de passer et de raser la forêt. APRÈS le départ des médias, les CRS ont chargé, il y a eu les gaz lacrymogènes, les matraques, les coups, la peur, les personnes ensevelies sous la terre, piétinées, dont certaines se sont réveillées à l'hôpital plus tard avec des fractures. Aucun respect pour l'intégrité physique des résistants zadistes. De la violence gratuite, aveugle. De pauvres types qui ont chargé sans réfléchir, obéissant à des ordres insensés.

Un week-end de manifestation était prévu les 25 et 26 octobre sur le site du Testet. La violence aveugle et gratuite a encore frappé, mais de façon bien plus grave : Rémi Fraisse, 21 ans, naturaliste botaniste passionné et militant contre la destruction de la zone humide du Testet est mort sous le tir d'une grenade offensive lancée par les « forces de l'ordre ».

A cause des violences aveugles policières liées aux manifestations contre le grand projet inutile d'aéroport à Notre Dame des Landes, deux jeunes zadistes ont déjà perdu un œil, et maintenant un mort au Testet !

Il serait temps d'interdire l'usage des tasers, flashballs, et grenades offensives aux gendarmes, policiers et autres CRS. Nous ne sommes pas en temps de guerre, il ne s'agit pas contrairement à ce que racontent les médias d'anarchistes et de marginaux qui manifestent (et même si c'était le cas, cela ne justifierait aucune violence !!). Rémi était un étudiant militant passionné de botanique, bénévole à Nature Midi Pyrénées, et la plante choisie par les manifestants pour symboliser sa mémoire

est la renoncule à feuille d'ophioglosse, une de ses plantes préférées.

Aussi, oui la « commémoration » qui a eu lieu à Nancy place Stanislas a été maladroite et peut-être difficilement crédible (il faut avouer si le grand public confond avec la manif pour tous !!).

Voici l'appel qui a été largement diffusé en Midi-Pyrénées :

« Dans la nuit du 25 au 26 octobre, Rémi Fraisse, 21 ans, jeune naturaliste passionné de botanique et engagé au sein du réseau associatif pour la préservation de notre environnement, a été tué à l'occasion d'une manifestation contre le projet de barrage à Sivens, dans le Tarn. Rémi était bénévole à Nature Midi-Pyrénées, une association du mouvement France Nature Environnement.

Nous appelons ce dimanche 2 novembre à un sit-in pacifique de recueillement, sans slogan ni banderole, à partir de 15h sur le site du Testet où seront plantés des arbres en la mémoire de Rémi.

La Renoncule à feuilles d'ophioglosse, plante dont Rémi, botaniste, était spécialiste, sera le symbole de notre recueillement et de son engagement pour la nature. »

Il était bien précisé qu'il ne fallait pas de banderole, dommage que ce souhait n'ait pas été respecté à Nancy. Le rassemblement du Testet a dû être plus crédible que celui de Nancy.

Une méridionale d'origine *In furore*

R

Quelques réflexions à l'issue du dramatique assassinat de Rémi Fraisse



La police (terme générique qui englobe les gendarmes, mobiles ou pas, les CRS, la BAC et autres ...) est-elle prévue pour protéger les citoyens, maintenir la paix, provoquer les foules ou soumettre ceux qui résistent ?

Le chercheur en Sciences Sociales Mathieu Rigouste dit de la police que c'est « un appareil d'Etat chargé de maintenir l'ordre économique, politique et social (capitaliste, raciste et patriarcal) par l'usage de la violence. » Et il pense que les dirigeants expérimentent là de nouveaux dispositifs de contre-insurrection.

Quand Monsieur Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, interdit l'usage des grenades offensives deux jours après la mort de Rémi Fraisse, c'est bien qu'il avait donné l'ordre de les utiliser auparavant ! Il est donc bien en cause dans cet assassinat et il doit donc démissionner.

Quelle formation reçoivent les « intervenants » ? Est-elle différente suivant le lieu où ils exercent ? Casqués et bottés face aux « zadistes » ou masqués et planqués parmi les manifestants de Nantes et de Toulouse ?

Désormais, l'insurrection ne vient plus des usines et donc des villes, mais des champs. Le combat contre les méfaits du capitalisme n'est plus issu des luttes ouvrières mais des luttes environnementales. Les syndicats ouvriers qui ont pu soutenir - voire en être à l'origine - des premières semblent totalement déconnectés des deuxièmes. Les partis politiques suivent, tous !... D'autant qu'ils n'ont pas forcément « bonne presse » parmi une partie des « zadistes »

Il y a neuf ans, la révolte est venue des quartiers populaires à la suite de la mort de Zied et de Bouna, pourchassés par la police à Clichy-sous-Bois. Que s'y est-il passé depuis qui aurait amélioré la situation ? Quel avenir avons-nous proposé à cette jeunesse ?

Hors les villes, les services disparaissent. Ceux de la santé, de l'éducation, des transports, de la justice... S'y ajoute la disparition d'emplois...

À chaque fois, on remarquera l'intérêt ou pas du capitalisme : il n'a rien à faire dans les banlieues ou dans les zones rurales donc l'État n'y fait rien. Il trouve que l'aéroport de Nantes ou que le barrage de Sivens est un moyen de « faire du béton » alors les politiques poussent à fond !

C'est bien de violence dont est empreint le capitalisme, non ? Quelle alternative peut on proposer si ce n'est un autre système ? Quand les flics avancent en civil et masqués, noyés au milieu du peuple dans les manif, ne sont-ils pas finalement le vrai visage du capitalisme ?

Pour les dominants, oui, il faut soumettre ceux qui résistent au capitalisme ! Et tous les moyens sont bons.

Péhachelle.

R



Christophe de Margerie, le patron de Total, s'est fait dézinguer par une déneigeuse. Nous, à *Résister!*, ça nous fait ni chaud ni froid, mais manifestement ça a fait pleurer dans les chaumières de la bourgeoisie. Et là, il n'y en a pas eu un pour rattraper l'autre. Du côté des laquais de ladite bourgeoisie, toutes et tous, de l'UMP et du PS, ont rendu hommage au grand homme. Sauf Filoche, l'exception confirmant la règle. Mais pas d'exception pour le FN qui s'est fendu d'un joli communiqué : « *Le Front National tient à présenter ses plus sincères condoléances à la famille et aux proches de M. Christophe de Margerie, PDG de Total tragiquement décédé dans un accident d'avion survenu cette nuit à l'aéroport Vnoukovo de Moscou. Son soutien se porte également vers tous les salariés de Total affligés par la perte d'un patron respecté. Christophe de Margerie faisait, en effet, partie de ces grands patrons français, ayant à cœur la défense de nos intérêts nationaux au-delà de*

ceux de son seul groupe, notamment face aux multinationales américaines. »

C'est donc une belle unanimité des politiciens français pour saluer la mémoire du patron d'une multinationale bien de chez nous connue pour sa contribution active à la pollution planétaire comme au maintien des dictatures (en Birmanie, cela avait défrayé la chronique...). Et le soutien à Total n'est pas que symbolique. Selon *Le Figaro* du 17 octobre dernier, le groupe pétrolier n'a pas payé d'impôt sur les sociétés en France en 2013. Bien au contraire, l'Etat lui doit 79 millions d'euros qui devraient être versés en 2017 au titre du CICE et du Crédit d'impôt recherche. Alors qu'en 2013, TOTAL a dégagé 8,4 milliards de bénéfices au niveau mondial.

C'est pas beau le patriotisme économique ?

La Poste a peur !

(Il est possible de lire cet article sur le ton enjoué de Roger Gicquel, en ouverture d'un journal télévisé en 1976 : *La France a peur !*)

Pierre Rabhi. Le diable pour les uns, un dieu pour les autres. Autour de la table, la discussion est animée : « insurrection des consciences... ouverture ou fermeture... sur quels principes on peut discuter... anticapitalisme... lutte des classes... bouillie idéologique... il faut que l'on puisse se faire du bien à un moment donné... ». Même si cette dernière phrase me cause davantage, pas facile les réunions de l'équipe de rédaction de *Résister!* Un paysan comme moi n'avait que très peu entendu parler de Rabhi. J'apprends aujourd'hui qu'il pourrait être « Jésus le retour ou la réincarnation de Satan », à chacun son choix ! La discussion continue, s'amplifie, s'éternise... Bon, à la prochaine dixième seconde de silence je la place : « Vous ne le savez peut-être pas, mais la direction s'attaque à nouveau au bureau de poste de Leyr ! »

Silence étonné. Avant que la scientifique moelle intellectuelle de mes camarades ne se ranime, je poursuis...

En 2009, le collectif de défense des services publics de Leyr, s'est mobilisé avec succès pour s'opposer à la fermeture du bureau de poste de Leyr, soutenu par des citoyen(nes), par les syndicats CGT et SUD, par le conseiller général Bernard Leclerc, par le conseiller régional Philippe Leclercq et par le député Jean-Yves Le Déaut.

Il y a quelques semaines, la Poste revient à la charge. La municipalité de Leyr a rejeté la proposition de passer en Agence Postale Communale (APC) afin de ne pas faire supporter, à terme, le coût salarial et de fonctionnement du bureau de poste aux contribuables. En représailles, la direction locale de La Poste s'appête à réduire les horaires d'ouverture à minima, soit 12h par semaine, prélude à une fermeture définitive.

La lutte s'annonce difficile. Dans un document interne du 29 avril 2014 (fiche de fonction DRH et transformation) La Poste exige de ses cadres de s'engager « à prendre et à maintenir des positions impopulaires, si l'intérêt de l'entreprise l'exige. Assumer comme siennes les décisions de l'organisation et favoriser l'adhésion de ses collaborateurs ». Les députés Potier et Le Déaut vont probablement le vérifier rapidement. Ils ont adressé un courrier à la direction régionale de La Poste. Interrogés par les représentants du personnel, les dirigeants ont répondu sur un ton proche du dédain : « ils auront leur réponse ». Ces hauts fonctionnaires, convertis de fraîche date aux vertus de l'entreprise, n'oublient-ils

pas un peu vite qu'ils s'adressent aux représentants du proprio. En effet l'Etat détient 100 % du groupe (directement 73,68 % et 26,32 % par la Caisse des Dépôts).

Quant au préjudice sur l'image de La Poste lié à l'activité du collectif, le sourire ironique du directeur semblait pouvoir signifier : circulez, il n'y a rien à voir !

Le collectif lance aussitôt une nouvelle mobilisation pour empêcher la tenue de ce comité, faire entendre le refus de cette réorganisation et dénoncer le non respect des procédures démocratiques comme l'absence de consultation de la Commission Départementale de Présence Postale Territoriale (CDPPT), consultation légalement obligatoire ! Alors que le gouvernement vient d'engager des assises nationales des ruralités, le collectif affirme qu'une école, une poste, des transports, des commerces, des entreprises, ... c'est un tout vital pour la ruralité. Toucher à l'un, c'est détruire l'ensemble. Un rendez-vous est fixé ce vendredi 7 novembre à 12h au 36 boulevard Lobau à Nancy pour une action surprise et « bon enfant » mais « ferme » autour d'un épouvantail contre les prédateurs du service public.

Dernière minute. A l'heure où j'écris ces lignes, le collectif vient d'apprendre que le lieu de la réunion du comité technique a été changé dans la plus grande discrétion et malheur à celui qui communique l'info. Pour la première fois, pour un simple changement de lieu de réunion, il est rappelé aux membres du comité, destinataires de l'info, l'article 22 du RI : « Les personnes participant, à quelque titre que ce soit, aux travaux du comité technique sont tenues à l'obligation de discrétion professionnelle à raison des pièces, documents, ... et toutes questions relatives aux procédés de travail » !

D'un épouvantail... la Poste a peur ?



Léon de Ryel





Le doute m'habite...*

Finalement, il me semble que pour beaucoup, il n'y a pas de place pour le doute, le monde est simple :

Il y a 2000 ans, pour les chrétiens, Jésus a répondu de manière définitive à toutes les questions présentes (de l'époque), passées (là, ça commence à faire !...) et à venir (celles d'aujourd'hui).

Il y a 150 ans, pour les révolutionnaires, Karl Marx, avec la théorie de la Lutte des Classes a répondu de manière définitive à toutes les questions présentes, passées et à venir...

Il y a 100 ans, pour d'autres, Sigmund Freud, avec son concept d'inconscient, a répondu de manière définitive à toutes les questions présentes...

Depuis 100 ans aussi, pour les écolos, Ernst Haeckel et tous ceux qui l'ont suivi dans la création de l'écologie puis de l'écologie politique, répondent à toutes les questions présentes...

Depuis 50 ans, Pierre Rabhi, avec son insurrection des consciences, répond à toutes les questions présentes...

Et pour tous ces gens, aucun doute, pas la moindre trace de doute, ils ont la solution, ils ont la vérité et leur vérité exclut tout autre pensée : pour les chrétiens, l'amour (la manif pour tous, tu parles !), pour les révolutionnaires bon teint, la lutte des classes, etc, etc... et pour les rabhistes, les Colibris...

Ben... moi, j'aime les gens qui doutent, qui parfois trop écoutent leur cœur se balancer... J'aime les gens qui passent, moitié dans leurs godasses et moitié à côté*... Je n'aime pas la pensée binaire : le beau et le moche, le bon et le méchant, le pour et le contre, le bien et le mal... Le noir me fait peur..., le blanc m'éblouit et me fait mal aux yeux... Le gris... non, les gris me rassurent, les couleurs me réjouissent, les différences m'enrichissent et le blanc obtenu par le mélange des 3 primaires m'émerveille... Je me contredis ? Alors tout va bien !... Et je me contredis doublement car il n'y a pas beaucoup de doute dans ce que j'écris !

C'est sans doute une déformation professionnelle, je me sens bien dans la pensée complexe, ce mode de pensée qui parle avant tout de « relier » et de boucle de retour autocorrectrice, ce mode de pensée qui est à la fois critique, créatif et responsable :

J'adore la métaphore du colibri, vraiment !... mais cela ne m'empêche pas de savoir que sans le concept de luttes des classe, il n'est pas rendu, le colibri et que, à part se donner bonne conscience, ce qu'il fait ne sert à rien...

Si les dirigeants successifs du bloc de l'Est avaient élargi leur vision du monde à d'autres choses que la lutte des classes (à la métaphore du colibri, à l'inconscient ou à l'amour des divergences par exemple), le mur de Berlin ne serait jamais tombé car ils n'auraient jamais eu besoin de le construire.

Moi, j'aime manger à tous les râteliers, profiter de tout ce qui existe, de tout ce qui se pense, c'est d'ailleurs pour ça que les réunions de rédactions de *Résister!* sont un pur régal pour moi. C'est d'ailleurs une de mes dernières certitudes, tous ces gens contre lesquels je vitupère plus haut, tous m'apportent quelque chose, tous m'enrichissent, tous m'ouvrent l'esprit et me comblent.

Oui, vous avez bien lu, tous, y compris Jésus, moi qui suis un mécréant génétique...

Oui, vous avez bien lu, tous, y compris les néo-libéraux contre lesquels je me bats avec toute l'énergie dont je dispose encore... mais on pourra en parler ce soir.

* Merci à Pierre Desproges, à Xavier Gorce et à Anne Sylvestre.



Ce matin-là Victor K. s'était levé du pied DROIT, ce qui l'avait mis particulièrement de mauvaise humeur ! Aussi lui fallait-il passer sa hargne sur quelqu'un, trouver une victime expiatoire, la clouer au pilori et l'exposer au public !

Vite, trouver un malfaisant, une crapule, un scélérat, une fripouille à dénoncer ! Ça ne doit pas être trop difficile à trouver en ce bas monde ! Prenons par exemple les fabricants de cimetières qui se réunissent tous les ans à Satory et ailleurs, avec la bénédiction des gouvernants. En voilà des nuisibles ! Ou encore les fabricants de cancers, les multinationales des pesticides et des OGM, ou cette industrie nucléaire qui met nos vies en danger sans nous demander notre avis ou encore la mafia des « médicaments », ou celle des cigarettiers, combien de morts par an ? Et tous ces corrupteurs, « lobbyistes » dit-on, ces propagandistes, ces valets serviles des banksters et de la caste au pouvoir...

Mais non, malgré ce choix si étendu, Victor K. a jeté son dévolu sur... Pierre RABHI ! Pourquoi s'en prendre à cet homme sans histoire(s) plutôt qu'à un malfaiteur voire un criminel avéré ? Mystère.

Serait-ce parce Pierre RABHI a déserté l'usine Renault si-tôt entré ? Aurait-il trouvé davantage grâce aux yeux de Victor K. s'il était allé se faire embaucher chez Dassault,

Matra ou GIAT Industrie ?

Serait-ce parce Pierre RABHI est allé cultiver en préservant l'environnement au lieu d'empoisonner la terre ? Vaudrait-il mieux ne pas avoir de conscience et se sentir responsable de rien ?

Pierre RABHI organiserait des stages où les « bénévoles » devraient payer 4€ par jour et travailler 6 heures. Bon, présenté comme Victor K. le présente, ça paraît être de l'abus voire de l'exploitation de la crédulité humaine. Cependant, ces « bénévoles » doivent trouver leur compte j'imagine, en terme d'acquisition de savoir-faire, de rencontrer des gens, de vivre une expérience... Personne ne les contraint à aller se faire exploiter contrairement aux salariés qui n'ont que leur boulot pour (sur)vivre. De plus, le bilan financier et le rapport d'activité sont publiés sur le site. Combien d'organisations faisant appel aux dons ou aux subventions publiques le font ?

Au lieu de tirer sempiternellement des plans sur la comète ou de dénigrer stérilement les idées et les pratiques de ceux qui essaient d'apporter une alternative au cancer capitaliste et au choléra industriel, Pierre RABHI agit. D'abord par l'exemple puis en diffusant ses idées et le fruit de son expérience concrète.

Et puis cette métaphore du petit colibri, souvent employée par Pierre RABHI dans ses conférences, pour dire que si chacun fait un geste aussi modeste soit-il, pour la planète, pour la solidarité, pour mettre un coup d'épingle à la cupidité institutionnalisée sous la forme du capitalisme, hé bien je la trouve efficace. Mao Tsé Toung lui-même, qui n'était quand même pas un doux rêveur, avait demandé aux 723 124 158 chinois à l'époque, de zigouiller 5 mouches chacun par jour pour éradiquer ce fléau ! Pourtant c'était bien avant l'appel à l'Insurrection des consciences !

La BIG SOLUTION n'existe probablement pas et si elle existait, peut-être serait-elle pire que le mal ? En revanche nous pouvons faire quelque chose au niveau de chacun, dès aujourd'hui sans attendre le Grand Soir : d'abord éviter le gaspillage (les négawatts), ensuite favoriser l'auto-production (jardin, construction, réparation, échanges, partage de savoirs, coups de main...), consommer autant que possible des produits cultivés dans le respect des hommes et de l'environnement, puis et surtout reprendre nos « affaires » en main. Nous administrer pour ne plus être gouvernés. Transformer la fête annuelle des voisins en réunions hebdomadaires de quartier et discuter de nos problèmes ? Pour prendre conscience de notre pouvoir : c'est nous (les plus nombreux) qui payons tout et nous ne décidons de rien ! Et enfin, gardons notre énergie pour tout cela et ne nous trompons pas d' « ennemi » ! ;)

martine

allume un colibri avec Pierre Rabhi



El José

R

C'est par ces mots que cette crapule de Voltaire clôt son *Candide* et cloue le bec à Pangloss, défenseur de la thèse du meilleur des mondes possibles et précepteur de *Candide*. Notre nouveau Pangloss, alias Pierre Rabhi, maître à penser des gentils *Candides* que sont les Colibris, lui, commence par la fin nous promettant le meilleur des mondes possibles si nous y mettons chacun un peu du nôtre. Il suffit que chacun de nous cultive son jardin tant intérieur qu'extérieur, pour retrouver l'harmonie perdue avec la Nature.

Chez Voltaire, la maxime signifie que pour être heureux il vaut mieux ne pas se préoccuper du monde. En clair, laissons chacun vaquer à ses petites ou grandes affaires, grandes dans le cas de Voltaire, et les vaches seront mieux gardées. Chez notre ami Rabhi, ce n'est en fin de compte pas très différent : le meilleur des mondes possibles à la sauce Colibri, n'est que le bon vieux capitalisme avec un beau papier cadeau new-age, et c'est pourquoi il est bien notre ennemi.

Oui Rabhi est bien notre ennemi, car sa « (r)évolution » n'est que renoncement à supprimer réellement l'exploitation capitaliste.

Oui Rabhi est notre ennemi, car le « Plan des Colibris » fait appel tant aux élus, aux entrepreneurs qu'aux citoyens pour imposer le changement. Ce plan demande aux premiers de « moraliser » le capitalisme, aux seconds de devenir « vertueux » et aux derniers de penser à éteindre la lumière.

Oui Rabhi est notre ennemi, car l'exploitation patronale n'est jamais dénoncée dans ses textes, la notion de classes sociales n'y apparaît jamais, leur lutte encore moins, et sa « (r)évolution » n'est que la perpétuation de l'exploitation capitaliste ripolinée à neuf.

Oui Rabhi est notre ennemi car pour lui le moteur du changement est l'individu et sa spiritualité intérieure, alors que pour nous ce sont les masses, et des masses confrontées à une réalité socio-économique concrète.

Oui Rabhi est notre ennemi, car son nouveau modèle de démocratie, où les décisions se prennent par « consentement », où il faut aller au-delà des divergences idéologiques, où personne n'est une crapule, n'est que l'apologie du consensus mou, du renoncement au vrai débat et du relativisme. Tout se vaut non ? Droite, gauche, extrême-droite, extrême-gauche, c'est kif-kif bourricot. Et puis si c'est par consentement, tirage au sort ou autres sornettes que l'on est dirigé cela ne peut être que positif au final.

Oui Rabhi est notre ennemi, car le monde qu'il propose n'est en fait pas si éloigné de l'ultra-libéralisme libertarien des allumés américains des nouvelles technologies et autres transhumanistes.

Oui Rabhi est notre ennemi, car son discours mêle à merveille les fausses bonnes idées et les crapuleries : le salarié est appelé à « [s]'engager dans l'effort de performance globale de [s]on entreprise » quand l'entreprise doit « s'adapter progressivement et sans à-coup aux marchés et aux normes de demain, devenir une entreprise "agile" en investissant dans une veille permanente des innovations techniques, sociales et environnementales ». L'innovation sociale dans l'entreprise ? Rabhi en DRH cool ?

« C'est à une véritable insurrection des consciences que nous sommes aujourd'hui appelés » écrit Rabhi dans l'avant-propos du « Plan des Colibris », pour ma part j'y vois plutôt une extinction de la conscience politique...

Bas coup

R

Pierre Rabhi et l'argent

Extraits d'un article publié dans le journal *l'Echo des Cévennes* (*) d'automne 2014.

« Yann Kindo, blogueur domicilié en Ardèche a brillamment enquêté sur les soutiens financiers de Pierre Rabhi et le rapport de cet homme à l'argent.

Aux côtés des éditions Actes Sud, on trouve donc d'abord Point Afrique Voyages et son PDG Maurice Freund.[...]

Il y a aussi parmi les fondateurs Charles Kloboukoff, dont la « petite » entreprise résiste très bien à la crise, puisque Léa Nature surfe sur le créneau porteur des produits bio et qu'il est à la pointe du très classique processus de concentration du capital qui est actuellement à l'oeuvre dans ce secteur florissant. Le 20 mai dernier, le géant du bio Léa Nature a pris le contrôle total d'Ekibio, dont il est détenait jusqu'alors 40% du capital.[...] Il devient ainsi l'un des leaders incontestés de la transformation des produits bio en France. A l'horizon 2020, son futur holding, baptisé Groupe Léa Biodiversité devrait atteindre les 350 millions d'euros de chiffres d'affaires, avec une part à l'international de près de 10 %, notamment vers l'Asie et le continent américain. Le local on vous dit, le local.[...] Bref Charles Kloboukoff n'est pas vraiment un adepte de la décroissance.[...]

Ensuite, parmi les piliers de la Fondation Pierre Rabhi, il y a fort logiquement François Lemarchand, le fondateur de la chaîne de magasins bobos Nature et Découvertes – qui a aussi sa propre Fondation à son nom, évidemment.[...]

A ses côtés pour soutenir « *l'insurrection des consciences* » du prophète Rabhi, on trouve également Jacques Rocher, héritier du groupe de cosmétiques Yves Rocher, rien que ça. Mais attention, Jacques Rocher est un écolo, et donc il utilise le profit de l'exploitation de ses employés et de la vente de ses produits très au-dessus de leur valeur réelle pour faire planter des arbres. C'est pas pareil.

Enfin le tableau des mécènes Fondateurs ne serait pas complet sans une authentique princesse héritière apparentée à la famille des Grimaldi du Rocher, la ci-devant « Constance de Polignac ». Lisez dans *La Croix* (ou dans le *Monde magazine*) le récit merveilleux de la rencontre fructueuse entre « la princesse écolo » et le pauvre agriculteur algérien.

(*) *L'écho des Cévennes* - Numéro 119 - Automne 2014 - Journal publié par l'ARCA – 07260 Joyeuse

Au tournant des années 2000 le mouvement altermondialiste a permis de dépasser certains anciens sectarismes et d'ouvrir à une écoute réciproque des courants jusque-là fortement compartimentés. Ainsi les marxistes purs et durs ont-ils pu échanger avec des anarchistes et libertaires, surmontant des décennies de renvois rituels à Kronstadt 1921 et Barcelone 1936. Les organisations et courants privilégiant la lutte des classes ont également pu s'ouvrir à l'écologie radicale, et réciproquement. Tout pourrait sembler aller pour le mieux dans le meilleur des alter-mondes possibles... si ce n'est que la simple réunion de nombreux courants ne suffit pas à former une nouvelle cohérence, ni à faire disparaître de vieux clivages.

On peut reprocher à certains écologistes radicaux, partisans de l'agroécologie, de la permaculture ou de la décroissance (quoique pas à tous), d'entretenir des conceptions philosophiques et morales réactionnaires, individualistes, faisant de pauvreté vertu, à l'opposé des visions progressistes historiquement défendues par le mouvement ouvrier révolutionnaire. Ce dernier pourrait s'enrichir des apports véritables de l'écologie radicale en laissant de côté tout ce fatras. Mais ledit fatras n'est pas inoffensif, d'autant moins s'il n'est pas compensé par des références claires et explicites à quelques fondamentaux. L'écologie radicale sans repères internationalistes ni repères de classes paraît ainsi ouvrir la voie au confusionnisme, et à toutes sortes de courants fascisants, réellement réactionnaires et dangereux.

« *Un autre monde reste à inventer et il nous appartient dès à présent de poser les jalons de cette société alternative. Le mouvement décroissant est probablement aujourd'hui le bouillonnement le plus novateur et le plus révolutionnaire qui soit en matière de projets de sociétés futures. Nous ne pouvons nous en tenir à l'écart.* » Voici l'extrait d'un article de NOVOpress (juillet 2014), site Internet du Bloc identitaire, aile droite à l'extérieur du FN en négociations récurrentes avec lui, à propos du mensuel *La décroissance*. Les identitaires, organisateurs de « milices anti-racailles » dans le métro à Lille et

ailleurs, sont ainsi de fervents partisans du retour au sol, à la nature, à la campagne bien de chez nous... contre une économie mondialiste aux mains du capital cosmopolite (entendez : juif). L'absence de références explicites à l'internationalisme ou la lutte des classes du côté de la décroissance conduit ainsi à sa parfaite solubilité dans le nationalisme le plus crasse.

Il ne s'agit hélas pas d'un exemple isolé. Les Colibris, le mouvement de Pierre Rabhi, ont vu parmi les intervenants phares de leur conférence de lancement en janvier 2013 le confusionniste Etienne Chouard, ami du national-socialiste revendiqué Alain Soral comme de tous ceux qui acceptent de l'inviter et de l'écouter, qu'ils soient d'extrême droite ou d'ailleurs. On en trouve aussi du côté de l'association Kokopelli qui se consacre à la production et à la distribution de semences issues de l'agriculture bio, dont Rabhi est vice-président : Dominique Guillet, le président et fondateur de Kokopelli, renvoie par le biais d'une de ses dernières pétitions à des thèses complotistes sur le 11 septembre, et s'avère être également le relai de délires ésotériques et paranoïaques sur le complot extraterrestre (sources : « Graines de conspi », *Alternative Libertaire* n°244, novembre 2014).

Ces exemples ne sont pas des accidents. Ils sont le fruit de la confusion idéologique entretenue par certains militants plus ou moins en vue de la mouvance écologiste radicale, et d'une stratégie délibérée d'implantation de l'extrême droite dans cette mouvance. Il n'y a donc aucune raison de donner un blanc-seing aux confusionnistes, même si en s'en prenant aux icônes on risque d'hérissier les idolâtres. À l'inverse : il faut recréer de véritables cordons sanitaires contre tous les gens qui jouent en eaux troubles, et qui sous couvert de « résistance », de ligne « antisystème » ou d'attitudes « politiquement incorrecte », servent la soupe aux idées les plus réactionnaires. C'est un travail de longue haleine...

Ezriel M.

R

PARTICIPEZ !

De nombreux rendez-vous qui pourraient figurer dans l'agenda sont communiqués trop tard. N'oubliez donc pas la date de remise des articles si vous souhaitez que vos actions soient publiées dans l'agenda du prochain numéro.

La réunion du comité de rédaction est ouverte à tous ceux qui participent d'une manière ou d'une autre à la création du journal. Le lieu est communiqué sur demande. Les articles y sont discutés et les choix de publication y sont alors faits.

Nous proposons à nouveau à tous ceux qui ont décidé de prendre part, notamment localement, à la résistance au capitalisme, à la xénophobie, au fascisme de prendre une place dans ce journal. Notre objectif est d'informer la population à propos des actions locales et des lieux de résistance locaux qui existent ou qui sont en projet. Les télescopages entre les informations étant nombreux, cela n'exclut évidemment pas la publication d'informations plus nationales ou internationales.

La charte précisant le fonctionnement du projet et les numéros précédents sont disponibles sur le site du CRR : www.journal-resister.org

Nous appelons donc les membres de collectifs, les syndicalistes, les militants politiques, les membres d'associations, et tous ceux, individus ou collectifs, qui se retrouvent dans cette volonté de faire connaître les actions de résistance engagées ou à engager et dans cette charte à participer.

Le journal "Résister!", il est trop comme ci, pas assez comme ça ! On est sûrement d'accord avec vous. Alors, un crayon, un papier, un ordi, un clavier, un appareil photo et c'est à vous de faire.

« Vivez Vandoeuvre »

Ça y est c'est officiel, je suis vandopérienne !

Le 24 septembre j'ai reçu une invitation du maire pour assister à la présentation du nouveau dispositif de Politique de la ville et pour participer à une réunion publique de concertation. Je ne suis pas peu fière d'être actrice de ce projet. Cependant, sur la route de la salle des fêtes, le soir du 14 octobre j'ai quand même des doutes. Le vernis de mon enthousiasme est en train de craquer. J'entends une petite voix qui me souffle : « mascarade... mascarade... mascarade... »

Dans la salle je découvre qu'on va faire des tables rondes. Les thèmes abordés au cours de la réunion sont indiqués sur lesdites tables : santé, solidarité, emploi ou développement économique, logement, sécurité et éducation culture. Comme je suis enseignante, je m'installe à la table éducation et culture. Il y a à cette table : des retraités, des parents et un représentant d'une association pour réguler le débat. L'adjointe aux universités populaires (?), enseignante de profession, nous rejoint. Je suis toute excitée de ce débat en perspective.

Première douche froide: la prise de parole du maire de Vandoeuvre :

Stéphane Hablot Socialiste Fils De Directrice D'École. Celui-ci, du haut de son attribut de maire, nous exhorte à parler librement et sans tabou. Non content de libérer notre parole il se permet d'orienter nos idées et de nous donner des sujets de revendications comme par exemple l'insécurité.

Deuxième douche : l'intitulé de notre thème de discussion : les parents comptent de plus en plus sur les services publics dont ils usent et abusent mais s'impliquent de moins en moins.

Comment les faire participer plus ?

Le ton est tellement agressif et orienté. J'en suis décontenancée. Et en préambule du débat, une question ouverte : que souhaitons-nous dire à ce sujet ? Je commence à bouillir. À deux battements de cœur de l'explosion.

Je fais part à mes interlocuteurs de mon point de vue sur la société de consommation, la politique infantiliste, les



citoyens comme vous et moi. Ma voisine s'exprime tout à coup rageusement : « Oui c'est vrai les parents, même ceux qui ne travaillent pas, eh ben ils n'accompagnent pas les groupes scolaires qui vont à la piscine. Ils ne veulent rien faire ». Et encore de rajouter : « Le problème dans les écoles, y vient que y a trop de cultures différentes... et je ne parle pas pour vous Monsieur. Vous, vous êtes bien intégré. »

Les questions qui découlent du thème annoncé sont complètement anodines. Le ton est plat et banal : Comment mieux impliquer les parents ? Quels sont les freins pour accéder à la culture ? Mais elles sont tellement anodines que ça sonne faux. Et là je comprends que les élus n'attendent rien de nous.

Le débat dure presque une heure. Le papa d'élève qui voulait parler des problèmes des rythmes scolaires part avant la fin. Déçu. Le débat est houleux et le coordinateur a du mal à recadrer les interventions. Après des aurevoirs cordiaux, je remonte sur mon vélo. Frustrée. Le fruit « démocratie participative » est beau mais il a un goût amer.

Amandine

R

Résister! #33

redaction@crr54.lautre.net

Date limite d'envoi des articles : 30/11/2014 - Comité de rédaction : 1/12/2014 - Date de parution : 5/12/2014

Points de dépôts :

* Croc'us : 137, rue Mac Mahon - Nancy

* Laissez-nous cuire : 78, rue Charles Keller - Nancy

* Vêt Ethic : 33 rue St Michel - Nancy

* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

Publicité

Zemmour Crevure!



EN ATTENDANT...

Mathieu Klein est un homme important et il ne manque pas d'idées. Il s'est illustré récemment sur la question des compétences que l'État transfère aux collectivités territoriales, sans compenser intégralement leur financement.

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle n'a pas hésité à écrire au Premier ministre, le 14 octobre dernier, pour l'entretenir du délicat problème de décalage entre le montant des trois allocations individuelles de solidarité (*) versées par les départements aux « bénéficiaires » et ce que l'État leur rembourse. En ce qui concerne la Meurthe-et-Moselle, ce décalage s'élève à 422,5 millions d'euros, en données cumulées, dont 245 millions d'euros pour le RSA (54 millions d'euros rien que pour l'année 2014) ! En juillet 2013, un accord avait été signé à Matignon, entre Manuel Valls et les président-e-s de conseil général, pour régler ce différend. Un an plus tard, de l'aveu même de Mathieu Klein, la situation ne s'est pas améliorée. L'objectif de réduction du « reste à charge » n'a pas pu être atteint en raison de l'accroissement des besoins sociaux ; le décalage a tout juste été globalement stabilisé. Dans l'obligation d'équilibrer leur budget, les départements sont conduits à ponctionner le « reste à charge » dans leurs fonds propres, au détriment des autres politiques qu'ils ont à mener. La disparition partielle des départements dans le cadre de la réforme territoriale va reposer de manière criante la question des transferts de compétence : en effet, les régions, les communautés de communes et les métropoles ne vont pas se précipiter pour prendre en charge les politiques dites de solidarité.

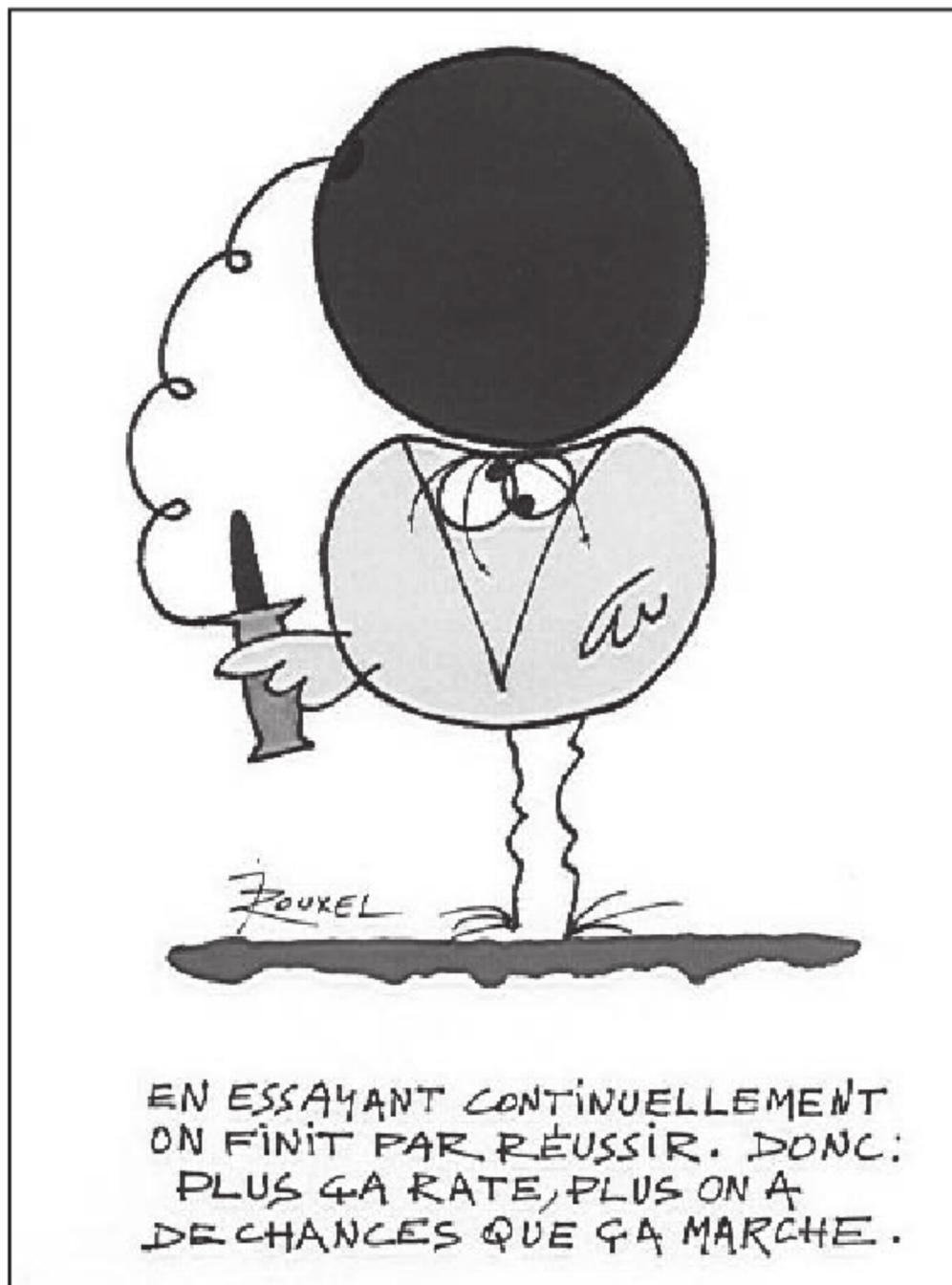
Ces transferts de charge incorrectement compensés ont commencé sous le gouvernement Jospin, lors de la mise en place de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), instaurée par la loi du 20 janvier 2001, avec entrée en vigueur au 1er janvier 2002. Dès la première année de fonctionnement, en 2002, un écart est apparu entre les coûts constatés et les compensations versées par l'État, au détriment des départements. Bien entendu, les choses ne se sont pas améliorées avec le transfert à ceux-ci du revenu minimum d'insertion (RMI), en 2003, puis des techniciens et ouvriers de service des collèges (TOS), et des personnels des directions départementales de l'Équipement, en 2004.

Dans la déclaration de Lionel Jospin sur la décentralisation, faite à l'Assemblée nationale le 17 janvier 2001, le Premier ministre d'alors théorisait sur la façon dont l'État devrait s'y prendre pour transférer aux départements l'ensemble de l'action sociale, en finançant ces transferts par des dotations. Il s'appuyait en cela sur les préconisations du rapport Mauroy,

« Refonder l'action publique locale », adopté le 11 octobre 2000, qui définissait ces fameuses dotations (une dotation générale basée sur quelques critères nationaux et une dotation de péréquation pour prendre en compte les écarts de situation d'un département à l'autre).

Est condamnable dans ce dispositif le fait de transférer à des collectivités locales des compétences très encadrées (par des lois et des règlements), en termes de procédures, de critères d'attribution, de montants, sans que ces collectivités disposent de ressources propres et autonomes suffisantes pour leur bonne gestion. Celles-ci se retrouvent à jouer le rôle d'une administration que le gouvernement s'emploie, par ailleurs, à alléger. Or dans ces conditions qui mieux que l'État pourrait administrer les décisions prises au nom de l'État ? Certes, à partir de 2003, les socialistes se sont

opposés à l'application de ce dispositif de transfert de compétences (par exemple, ils ont voté contre la loi du 18 décembre 2003 sur la réforme du RMI), mais ils en avaient préalablement soutenu le principe, par la voix même de Lionel Jospin. Si celui-ci avait gagné la présidentielle de 2002, nul doute qu'il aurait mis en œuvre les mêmes lois de décentralisation que le gouvernement Raffarin qui lui a succédé. Plus tard, Michel Dinet a été l'un des fers de lance les



plus virulents contre ce système... aussi longtemps que le gouvernement fut aux couleurs de l'UMP.

Dans sa lettre, Klein sollicite Valls pour une « mesure simple et sans effet sur le budget national » : « *Il s'agit de revenir, s'agissant des versements mensuels à la CAF pour le RSA à un versement en fin de mois, et non plus en début de mois. Cette mesure alignerait ainsi cette dépense sur les règles générales de la comptabilité publique qui prévoit le paiement à service fait et non par anticipation.* » Cette proposition a le mérite de régler plusieurs problèmes à la fois : les allocataires du RSA devront attendre la fin mois pour prendre des bitures avec l'argent provenant de la charité publique ; ils seront moins tentés d'aller placer leur argent en Suisse ou au Luxembourg ; un versement tardif de l'allocation leur épargnera les tourments moraux qui minaient leur malheureuse existence à devoir dépenser un argent perçu sans aucune contrepartie. Évidemment, Valls s'est montré « ouvert » à cette proposition.

Soucieux de participer à l'effort national, nous ne pouvons que

nous associer à ce projet humaniste. Aussi, suggérons-nous que le versement de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) ne soit effectif qu'au mois de juin, une fois l'année écoulée et si les enfants ont été bien sages à l'école. De même, pourquoi ne verserait-on pas les indemnités des élu-e-s, à quelque niveau que ce soit, en fin de mandat seulement, sous la condition expresse que les promesses électorales auront été tenues ?

Président d'un conseil général et cadre dans un organisme mutualiste, Bébé Dinet vit sans doute d'amour et d'eau fraîche.

Piéro

R

(*) *Allocations individuelles de solidarité : prestation compensatoire du handicap (PCH), revenu de solidarité active (RSA) et allocation personnalisée d'autonomie (APA).*

Vive l'art dégagé !

Laurent Hénart, notre bon maire, a eu l'idée de faire appel à un collectif d'artistes pour lancer des « États généraux » de la cité. L'événement, intitulé « la Traversée de Nancy », consistait à installer des tables, chaises et lits en bois dans différents endroits de la ville. Endossant pleinement son rôle dans cette performance inédite (mais déjà réalisée à Paris en 2013, et dont le matériel est recyclé régulièrement par le trio d'« artistes » depuis 2012), Monsieur le Maire a même passé la nuit du vendredi 11 au samedi 12 septembre place Stanislas allongé sur un des lits de fortune. Le but ? Rencontrer les gens ! Pas sûr qu'il ait été parler au SDF qui loge trottoir Héré !

Quant au trio d'« artistes » Boijeot-Turon-Renaud, l'un de ses membres explique au journaliste de ici-c-nancy que « *l'objectif également c'est de refaire de la politique en son vrai sens, chose que nos édiles et nos élus ont oubliée depuis longtemps.* » Et la politique, « *en son vrai sens* », ça veut dire « *que le mec soit UDI, UMP, PS, PC, c'est pas mon problème.* » Et ajoute-t-il, « *je suis un artiste et c'est un moyen de remplir mon frigo [...] 400 euros pour 24h de travail [comprendre 24h de présence sur place, y compris pour manger, dormir, etc.] par artiste pendant huit jours, le même tarif depuis trois ans.* » Un bon nombre de SDF voudraient bien avoir 400 € par jour pour vivre et dormir dans la rue (à la fin de la « semaine » ça fait quand même 3 200 €!).

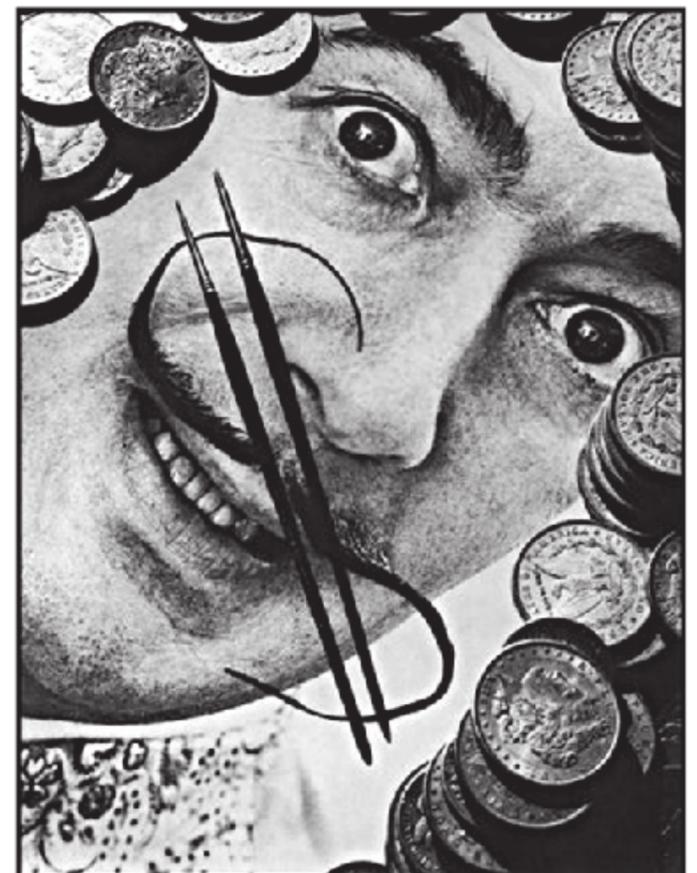
Quelques jours plus tard, nouvelle manifestation cuculturello-artistico-politique avec le « Parking-Day », venue tout droit de Californie et acclimatée sous nos climats par un collectif (encore !) d'architectes-designers nancéien, la performance consiste à installer (encore et toujours des installations !) sur les places de parkings libres des « espaces de poésie », il s'agit bien entendu d'une manifestation politique forte pour montrer qu'une ville sans voiture, c'est plus sympa...

Je préférerais que l'on s'attaque à coups de pots de peinture ou d'auto-collants vengeurs aux bagnoles garées sur les trottoirs ou les pistes cyclables, mais ça c'est presque du terrorisme, pas de la politique.

Puisque le maire vient d'annoncer que l'été prochain il ne pourra pas y avoir de sons et lumières place Stan, je lui suggère de réaliser avec son équipe municipale une performance politico-artistique. Je suis sûr qu'il y aura bien un collectif d'artistes pour l'aider.

Bas coût

R



Gerber les commémorations

Le 11 novembre 2014 à 11 h 11
Porte Héré,
la Chorale des Sans Nom
 donnera un récital de chants antimilitaristes, en hommage aux victimes des guerres capitalistes d'hier et d'aujourd'hui
 Maudite soit la guerre !

Le 14 novembre à 20 h à
la MJC Beauregard
 Place Maurice Ravel - Nancy
 « Mais où est passé Robin des bois ? »

Un spectacle de
Fred Dubonnet dans le
cadre des campagnes Stop-
TAFTA et Alimenterre
 Entrée gratuite

Le collectif La C.R.I.S.E et le CIPCL

organisent pendant une semaine : **les assises de la précarité**. Ouverture cette semaine de mobilisation, par une zone de gratuité sur la **place Maginot à Nancy le samedi 15 novembre à partir de 11 heures**. La chorale des Sans Nom participera à cet événement en les rejoignant pour un concert sur cette place à 14 heures.

Samedi 15 novembre Intervention de « La Horde » sur l'antifascisme et le féminisme. Intervention organisée par le Bloc Antifasciste au **CCAN 69 rue de Mon-Désert - Nancy**

Contre le budget d'austérité de Valls-Hollande,
 Contre les cadeaux au medef,
 Pour une alternative à la politique gouvernementale.
Appel à des manifestations par le collectif 3A.
Le samedi 15 novembre départ en bus vers Paris.
Rendez-vous 8 h Porte Désilles à Nancy.
 aaa54@sfr.fr

Films à boire
 Prochaine diffusion
lundi 17 novembre à 19 h
au Refuge



Bar Asso
Au presbytère à Moyen.
Concert de Adaptatsia (Punk-Rock du Kazakhstan).
Samedi 22 novembre 20 h 30.
 Entrée à prix libre.
 Buvette et restauration sur place à partir de 19 h.

Cercles de silence

Nancy

29/11 à 15 h place Stanislas

Pont-à-Mousson

08/11 et 13/12 à 10 h 30 place Duroc

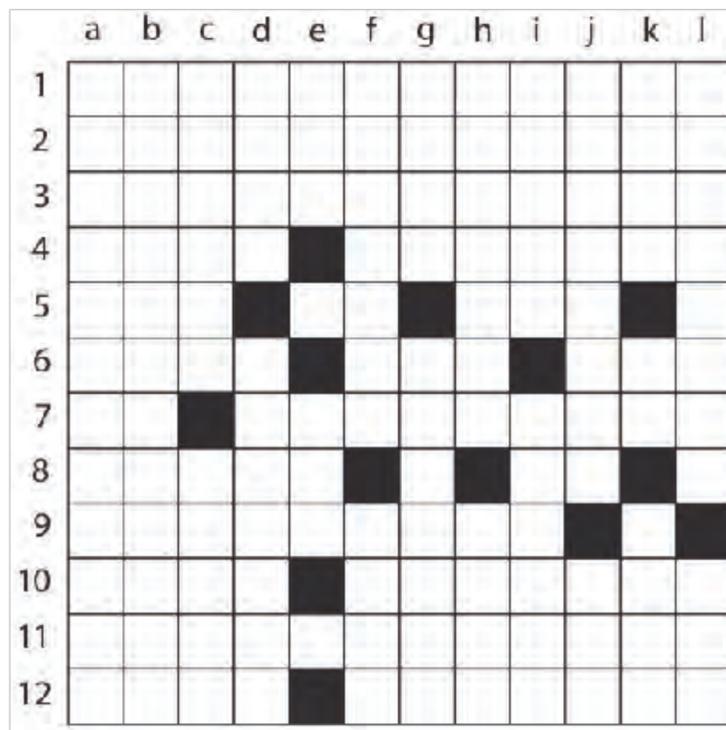
Les mots croisés de Jiji

Horizontalement

- 1 - Pas du tout capitaliste.
- 2 - Manquent à la Complainte du progrès.
- 3 - Souffrance féminine mal reconnue.
- 4 - Coup de main souvent martial. Médire ou faire plaisir.
- 5 - Mâconnaise entre eau et vin. Esperluette. Trait d'esprit.
- 6 - Quand ils sont là, c'est les autres. Nouvelle... pas sûr dans le futur. Témoin à charge.
- 7 - Jeune premier. Encarté du PS, par exemple.
- 8 - Embobine le chat. Menues roupies.
- 9 - Aussi Mégère que sa sœur.
- 10 - Vilains cocos ! Sud-Américaine très tonique.
- 11 - Réorganiserai.
- 12 - Oreille musicale. Plus haut que les montagnes russes.

Verticalement

- a - Marchande de sirop.
- b - Pensionnaires du Sénat.
- c - Divine insulte. Peuple africain.
- d - Déjà vieille boîte à musique. Exclusivement en VO.
- e - OVNI pour les Sélénites. Cache-misère rouge.
- f - Petits mondes. Chinois majoritaires.
- g - Lettre à Hellène. Perlât.
- h - Polir. Garde indien.
- i - Fait le joint. Peigner à rebrousse-poil.
- j - Socialisées. Sol mineur.
- k - A trop cru à la vie en rose. Admiré par beaucoup de gens et autres rosettes... . Déesse d'adoption égyptienne.
- l - Sympas ou pas comme stimulants ?! Se coupent en quatre pour une bière.



	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m
1	C	O	N	S	E	R	V	A	T	E	U	R	
2	A	B	A	I	S	S	E	M	E	N	T	S	
3	M	O	N	E	T	A	R	I	S	T	E	S	
4	A	L	G	A	T	T	E	S					
5	R	E	D	E	M	P	T	I	O	N		N	
6	A	S	S	A	I		R	E	S	T	E	E	
7	D		T		N	U	E		T	E	T	A	
8	E	T		D	E	S		S	E		O	N	
9	R	O	B	O	T	I	S	E	R	O	N	T	
10	I	R	I	S		N	A	N	O		N	I	
11	E	S		E	L	E	G	A	N	C	E	S	
12	S	E	R	R	E		E	T	E	T	E	E	

Solutions numéro précédent